

SOCIALISME MONDIAL 24

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans États

5 F

L'UTOPIE OU LE CHAOS ?

Pour abolir la guerre, la menace de la guerre et les armements de toutes sortes il faut que tout ce qui se trouve sur la Terre et dans la Terre devienne l'héritage commun de l'humanité entière. La production se fera alors pour la seule satisfaction des besoins humains et non plus pour la vente et le profit et le principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» sera mis enfin en application. En d'autres termes, on ne mesurera plus la contribution que chaque individu apportera à la production (ce qui n'est d'ailleurs pas possible même de nos jours puisque le travail de production est déjà socialisé, c'est-à-dire que c'est un processus collectif), mais chacun contribuera de son mieux, comme il pourra ou comme il voudra et aura libre accès à tout ce qu'il lui faudra pour vivre, sans paiement d'aucune sorte. Cette idée n'est pas notre invention mais au contraire un rêve aussi vieux que l'humanité elle-même depuis la disparition du «communisme primitif».

L'abolition de l'argent, une société non-marchande, voilà ce que c'est que le communisme, ou le socialisme si l'on veut, peu importe le nom, bien que ces deux termes aient été tellement galvaudés qu'on est parfois tenté de les abandonner.

Une société sans argent (non seulement sans argent, bien sûr, mais aussi sans marchandise, sans salaires, sans profits, sans banques) est dans la logique des choses puisqu'on a déjà une production qui est collective et capable de produire une abondance pour tous. Une telle société serait une société véritablement humaine où les rapports s'établiraient entre êtres humains et non entre vendeurs et acheteurs, employeurs et salariés, gouvernants et gouvernés, meneurs et menés.

Une telle société se fait parfois traiter d'utopie. Mais pourquoi avoir peur de ce terme ? Il n'y a aucune solution aux problèmes sociaux d'aujourd'hui dans le cadre du capitalisme et il faut donc pouvoir imaginer une société différente qui sera une véritable solution de remplacement. L'alternative, c'est indubitablement l'utopie ou le chaos.

Il est vrai que pendant longtemps le socialisme n'a été qu'une bonne idée, une société idéale décrite par des écrivains tels que Thomas More mais sans rapport avec la réalité sociale de l'époque. Depuis la révolution industrielle, pourtant, le socialisme est devenu une possibilité réelle, et ceci parce que la base matérielle du socialisme, c'est une industrie capable de fournir suffisamment de biens et de services pour éliminer la pauvreté et la misère partout dans le monde. Voici donc une première condition qui doit être remplie avant que l'on puisse établir le socialisme : le développement des moyens de production jusqu'au point où ils peuvent produire une abondance pour tous. Ce point a été atteint vers le début de ce siècle avec la mondialisation de la production (qui s'est traduite, sous le capitalisme, par l'impérialisme) et avec l'électrification de l'industrie. Tout le progrès technologique qui a suivi n'a fait que rendre l'établissement du socialisme de plus en plus possible du point de vue matériel.

Mais le socialisme n'est pas simplement une question de technologie, loin de là. La technologie en est la base mais le socialisme dépend également de la volonté des hommes et dans ce domaine aussi le capitalisme a créé des conditions favorables à l'établissement du socialisme en créant toute une

classe de gens dont l'intérêt est de réorganiser la société en société socialiste. Cette classe c'est la classe des salariés, des travailleurs, de tous ceux qui aujourd'hui sont obligés de vendre leur force de travail afin de vivre, c'est-à-dire de plus de 90 % de la population dans les pays industrialisés. Certains utilisent le terme «classe ouvrière», mais ce terme peut prêter à équivoque car le terme ouvrier fait penser à travailleur manuel, or les travailleurs manuels ne constituent qu'une partie de la classe salariée. Le socialisme/communisme est dans l'intérêt de tout salarié, employé de bureau, enseignant, fonctionnaire etc... C'est pourquoi nous préférons les termes «classe salariée» ou «classe travailleuse» qui rendent le sens du message socialiste parfaitement clair : il s'adresse à la grande majorité de la population et lui offre la seule solution au divers problèmes auxquels elle doit faire face de nos jours.

Mais cette solution, c'est à la majorité elle-même de la découvrir, de la comprendre et de la vouloir. Un vieux principe dit : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», et en effet l'établissement du socialisme ne pourra être que l'acte conscient d'une majorité consciente. Ceci est logique de par la nature même de la société socialiste qui sera une société sans coercition ni état et donc basée sur la coopération volontaire. Pour pouvoir l'établir et la faire fonctionner, il faudra donc la vouloir et en comprendre toutes les implications. Voici donc la deuxième condition préalable : une majorité socialiste, qui veut le socialisme et en comprend toutes les implications.

Sur ces deux conditions, un système de production suffisamment développé et une majorité socialiste, la première est réalisée depuis longtemps alors que la deuxième ne l'est absolument pas. Le fait est qu'aujourd'hui la majorité des gens ne veulent pas le socialisme mais au contraire acceptent le capitalisme (y compris sous sa forme de capitalisme d'état en Russie, Chine etc...). Comment donc arriver à ce qu'une majorité veuille le socialisme et le mette ainsi, immédiatement, à sa portée ? A long terme, il est presque certain que cette prise de conscience se fera car les hommes et les femmes étant des êtres rationnels, seront amenés, tôt ou tard, à se rendre compte que le système actuel ne fonctionne pas dans leur intérêt et que le socialisme est la seule solution aux problèmes sociaux d'aujourd'hui. Mais «à long terme» reste une définition très vague et même si nous avons la conviction intime que dans un avenir plus ou moins lointain l'humanité vivra en société socialiste, nous devons pourtant nous demander ce que nous pouvons faire aujourd'hui pour hâter le processus ? Pas grand-chose, nous direz-vous, et c'est vrai. Mais on peut du moins se comporter de façon à ne pas le retarder en refusant de se laisser absorber par telle ou telle réforme du capitalisme, par telle ou telle querelle politique, et en se concentrant au contraire sur une activité unique : la propagation de l'idée socialiste (l'activité syndicale restant utile, elle aussi, non pas pour mener au changement, mais simplement pour résister aux pressions du capital et défendre le niveau de vie des salariés). En disséminant l'idée socialiste, nous aidons à la prise de conscience qui se fera tôt ou tard et pour faire ce travail nous sommes organisés en petites organisations qui s'appellent «parti», «groupe», «ligue», «association» etc..., selon le pays.

NOTES POLITIQUES

Réfugiés économiques

«Je dois protéger l'emploi des Français (...). Les travailleurs clandestins devront quitter la France». «Il faut renvoyer les immigrés clandestins chez eux».

Jean-Pierre Stirbois, du Front National, lors d'une réunion électorale à Dreux? Non, François Mitterrand sur TF 1 le 15 septembre et au Conseil des Ministres du 31 août, mais la logique est la même: les immigrés, clandestins ou pas, prennent les emplois des Français; il faut donc les expulser de France.

Il s'agit là de la même logique que celle que le gouvernement nigérian a invoquée pour justifier l'expulsion de millions de travailleurs «non-nigériens» en février dernier en se fichant de ce qui allait advenir d'eux après qu'ils aient quitté son territoire. C'est la même logique qui, si le chômage atteignait 3 millions en France, justifierait l'expulsion des immigrés «légaux», comme le demande déjà le Front National. En ce sens Mitterrand donne raison aux 17% des votants de Dreux qui ont choisi la liste Stirbois le 4 septembre.

Mais cette logique est fautive. Ce n'est pas l'immigration qui est responsable du chômage, mais la crise mondiale qui frappe tous les pays du monde; c'est en fin de compte le système capitaliste, dont les lois économiques font que le taux de chômage monte et tombe selon que le taux de profit est bas ou élevé.

Les immigrés clandestins sont donc tout aussi victimes de la récession mondiale que ne le sont les chômeurs français. Ne trouvant pas d'emploi dans leur pays d'origine, ils viennent en chercher en Europe. Ce sont en fait des réfugiés économiques, mais Mitterrand veut les traiter en criminels. Le spectacle de la police traquant des gens qui sont complètement démunis et qui ne cherchent qu'un emploi — n'importe lequel — simplement pour ne pas mourir de faim est encore un exemple du barbarisme du monde moderne capitaliste. Et Mitterrand, malgré ses états d'âme — «tout cela m'est très pénible», a-t-il déclaré sur TF 1 — n'est qu'un instrument de ce barbarisme.

Logique capitaliste

La tentative du PS en France de faire fonctionner le capitalisme dans l'intérêt des travailleurs était voué à l'échec, comme nous l'avons signalé dès le début. Car le capitalisme est un système économique qui fonctionne selon des lois précises, lois qui décrètent que la priorité doit être donnée aux profits et à l'accumulation du capital et non pas aux salaires et à la consommation populaire. Ayant maintenant acquis une certaine expérience de gestion du capitalisme, le PS a abandonné ses illusions initiales et il accepte ouvertement la logique et les priorités du capitalisme,

comme le montrent les déclarations qui suivent:

«Les notions de risque, de rentabilité, de compétitivité, n'ont rien de honteux, bien au contraire» (Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, *Le Monde*, 13 avril 1983).

«La réalité s'est chargée de nous rappeler nettement, durement, que les lois de l'économie existent (...), le poids de la contrainte extérieure, la difficulté de faire évoluer l'appareil de production, cela nous a montré que les réalités économiques se modifient peut-être plus lentement que nous le pensions; que le volontarisme — sans doute nécessaire — a des limites; que les choix effectués par les socialistes peuvent avoir des conséquences quelquefois négatives» (Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, *Le Monde*, 27 août 1983).

Et le grand Mitterrand lui-même sur TF 1 le 15 septembre:

«Il n'y a qu'une seule politique possible»
«Un seul maître mot, investir, investir, investir...»

«Je ne suis aucunement l'ennemi du profit, dès lors que le profit est justement réparti. La-dessus, il ne peut y avoir de doute. Oui, on peut faire fortune».

«La lutte des classes n'est pas pour moi un objectif: je cherche à ce qu'elle cesse».

La police et l'Etat

Après la manifestation des policiers le 3 juin dernier contre le gouvernement - contre l'Etat même selon Mitterrand - le commissaire Maigret nous rappelle le véritable rôle de la police.

C'était rare qu'il parle de son métier, encore plus rare qu'il émette une opinion sur les hommes et leurs institutions. Il se méfiait des idées, toujours trop précises pour coller à la réalité qui, il le savait par expérience, est tellement fluide.

Avec son ami Pardon seulement, le docteur de la rue Popincourt, il lui arrivait, après dîner, de grommeler ce qui pouvait passer à la rigueur pour des confidences.

Quelques semaines plus tôt, justement, il s'était laissé aller à parler avec une certaine amertume.

«Les gens se figurent, Pardon, que nous sommes là pour découvrir les criminels et obtenir leurs aveux. C'est encore une de ces idées fausses comme il y en a tant en circulation et auxquelles on s'habitue si bien que personne ne songe à vérifier. En réalité, notre rôle principal est de protéger l'Etat, d'abord, le gouvernement, quel qu'il soit, les institutions, ensuite la monnaie et les biens publics, ceux des particuliers, et enfin, tout à la fin, la vie des individus...»

«Avez-vous eu la curiosité de feuilleter le Code pénal? Il faut arriver à la page 177 pour y trouver des textes visant les crimes contre les personnes. Un jour, je ferai le compte exact, plus tard, quand je serai à la retraite. Mettons que les trois quarts du Code, sinon les quatre cinquièmes s'occupent des biens, meubles et immeubles, de la fausse monnaie, des faux en écritures publiques ou privées, des captations d'héritage, etc, etc... bref, de tout ce qui se rapporte à l'argent... A tel titre que l'article 274, sur la mendicité sur la voie publique, passe avant l'article 295, lequel vise l'homicide volontaire...»

Ils avaient pourtant bien dîné, ce soi-là, et avaient bu un Saint-Emilion inoubliable.

«Dans les journaux, c'est de ma brigade, la Criminelle, selon le terme consacré, qu'on parle le plus, parce que c'est la plus spectaculaire. En réalité, nous avons moins d'importance, aux yeux du Ministère de l'Intérieur, par exemple, que les Renseignements Généraux ou que la Section financière...»

«Nous sommes un peu comme les avocats d'assises. Nous constituons la façade et ce sont les civilistes qui, dans l'ombre, font le travail sérieux...»

(*Maigret et le Voleur paresseux.*)

L'armée à l'école

On nous a demandé la source exacte de la déclaration de Charles Hernu, ministre français de la Défense, que nous avons citée dans notre dernier numéro, concernant la constitution d'une commission «afin que l'on cesse de voir dans certains manuels scolaires des passages scandaleusement anti-militaristes». Hernu l'a faite à Villeurbanne, ville dont il est le maire, le 22 mai 1982 (voir *Le Monde* du 25 mai)

Rappelons qu'il s'agissait d'un manuel qui a reproduit une bande dessinée montrant qu'un croiseur coûtait autant que trois hôpitaux et une crèche, un escorteur autant que deux maisons de retraite....

Nous profitons de cette occasion pour corriger deux petites erreurs qui se sont glissées dans notre article. Pour «contrat direct dans les unités» il fallait lire «contact direct», et pour «formation directe dans les unités» il fallait lire «information directe».



Cinéma

Les dieux sont tombés sur la tête

Les Bochimans sont un peuple qui habite le désert du Kalahari en Afrique australe et dont une partie vit toujours aujourd'hui en communisme, sans propriété, sans argent, sans coercition politique; tout est partagé équitablement.

Imaginez les situations qui peuvent se produire quand un Bochiman s'aventure par hasard dans le monde «civilisé» et vous avez le thème de ce film. C'est très bien fait.

Espérons que plus d'un spectateur en conclura que nous aussi, hommes dits civilisés, nous pourrions éviter les guerres et les massacres si nous établissions une société sans propriété, sans argent et sans Etat mais, bien sûr, à l'échelle mondiale et sur la base des acquis de l'industrie moderne.

L'illusion de l'espoir

Tract diffusé à Vienne, en juin 1981, montrant que l'échec de Mitterrand dans sa tentative de faire marcher le capitalisme dans l'intérêt des salariés était prévisible et prévu.

Suite à l'élection de François Mitterrand et l'espoir qu'il représente nous avons été plusieurs à vouloir nous exprimer sur ce fait historique. Il nous a paru essentiel de confronter notre point de vue aux vôtres.

Voilà, maintenant on a un président de gauche. Et alors? Malgré le fait qu'on ait beaucoup parlé de «changement», le seul changement qu'il y aura, c'est un changement de politiciens à la tête de l'état.

La gauche ne modifiera pas les bases de l'exploitation; tout au plus elle essaiera d'appliquer des mesures sociales avec toutes les réserves, les limites, les échecs qu'elle devra affronter en économie capitaliste. Par contre, le capitalisme y trouvera, lui, une solution à sa propre survie, à sa propre crise; la discussion se focalisera sur l'opposition gauche-droite et nous donnera l'impression que ce sont les gouvernements qui décident alors que leurs moyens d'action sont en fait très limités et subordonnés aux lois économiques du capitalisme qui sont celles du profit. Par exemple, le chômage n'est pas un choix politique mais une fatalité économique, donc un changement de politique ne peut rien y changer. Certes, Mitterrand peut artificiellement gonfler l'économie pendant une certaine période pour financer les travaux publics et l'augmentation du nombre de fonctionnaires qu'il a promis, mais cela ne durera pas. Tôt ou tard, la crise éclatera de nouveau et on reviendra à la situation actuelle avec à peu près deux millions de chômeurs et en plus une inflation record: les lois économiques du capitalisme continuent à fonctionner malgré un président de gauche.

La société bourgeoise et capitaliste impose de cette façon sa vision politique du monde (entre autres, grâce aux élections) écartant un grand nombre de gens des questions essentielles (exploitation par le salariat, mise en place des conditionnements, etc...). Mitterrand essaiera donc de gérer de façon «socialiste», à la tête de l'état français, une fraction du capitalisme mondial mais ne réussira pas. Il ne peut réussir. Tôt ou tard, il sera obligé de reconnaître que, dans le cadre du capitalisme, tout gouvernement, même de gauche, n'a d'autre choix que de respecter et d'appliquer la logique du capitalisme, c'est-à-dire de donner la priorité aux profits et non aux salaires et aux réformes sociales. A ce moment-là, il entrera forcément en conflit avec les travailleurs. Ce sera le fin de beaucoup d'illusions. La lune de miel sera finie.

Nous savons que nous nous situons à contre-courant d'un large mouvement qui met son espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce qui ne veut pas dire que rien n'est possible. Nous pensons donc qu'il est essentiel actuellement de se poser la question des moyens et des conditions d'un changement.

SOCIALISME: REVE OU REALITE?

La description du socialisme, c'est-à-dire d'une société sans argent où les moyens de production appartiennent à tous et où le travail volontaire de chacun produit des biens destinés à la satisfaction des besoins humains fait souvent s'exclamer notre interlocuteur «Mais c'est du pur rêve! Et vous autres, socialistes, vous n'êtes vraiment que des rêveurs». L'accusation est grave car elle implique que nous, socialistes, travaillons à une tâche impossible et que notre activité est donc inutile.

Il y a en réalité, deux sortes de rêves et deux sortes de rêveurs. Certains rêves sont de simples rêveries sans forme précise et qui ne mènent jamais à la moindre action, alors que d'autres sont si nets et si forts dans l'esprit du rêveur que celui-ci cesse de rêver pour se mettre à agir afin que son rêve devienne réalité. Ce genre de rêve est un des grands motivateurs de l'humanité et se trouve à l'origine de la plupart des grandes réalisations. Le travail humain fait le reste.

Imaginons deux êtres humains dans un passé plus ou moins lointain, allongés tranquillement au bord d'une rivière et regardant passer les oiseaux au-dessus de leur tête. Leur rêverie suit le vol des animaux ailés et l'un d'eux s'exclame soudain: «Ça doit être drôlement bien de voler, comme ça, dans le ciel et de voir le monde d'en haut». L'autre répond: «A quoi bon penser à ça? Tu te vois voler avec tes bras et tes jambes et ta grosse tête? Ce n'est pas dans ta nature de voler et tu n'as qu'à t'y résigner.» Mais dans l'esprit de celui dont l'imagination est la plus forte, le rêve a pris racine et les mots «comment faire?» se sont formés silencieusement sur ses lèvres. Ce rêve, comme tant d'autres, naîtra dans d'autres esprits, se transmettra, et même si au XV^e siècle, Léonard de Vinci ne pouvait encore que dessiner d'ingénieuses machines à voler, il ne perdait pas pour autant son temps, car aujourd'hui l'être humain vole plus haut, plus vite et plus loin que n'importe laquelle des créatures ailées. Malgré le fait que la «nature humaine» n'était pas de voler.

Mais la «nature humaine» n'est pas une donnée fixe. Elle semble limiter énormément l'être humain mais celui-ci, par son travail physique et intellectuel crée, à chaque moment de son histoire, de nouvelles conditions qui ouvrent la porte à de nouvelles idées qui à leur tour font entrevoir de nouvelles possibilités et naître de nouveaux rêves. Les forces naturelles, autrefois toutes-puissantes ne jouent plus qu'un rôle secondaire dans le destin de l'humanité et elles sont aujourd'hui remplacées, en particulier dans les pays développés du monde par les forces sociales et économiques, elles-mêmes créées par l'activité humaine.

Si les hommes et les femmes se considèrent compétitifs, agressifs, paresseux, égoïstes et donc incapables de vivre dans

un système social tel que le socialisme, c'est parce que le système social dans lequel ils vivent fait ressortir en eux ces qualités. Ce système est lui-même basé sur l'égoïsme (nécessité absolue de l'accumulation du capital), la compétition (rivalité entre possesseurs de capital), l'agression (nécessité d'étendre et de défendre marchés et sources de matières premières), la paresse (la classe possédante et donc dominante n'a pas besoin de travailler et le fait de ne pas travailler devient un des critères du succès).

Ce qui s'oppose à une transformation radicale du système social ce n'est donc pas la «nature humaine», mais la prise de conscience, de la part de la majorité des travailleurs, hommes et femmes, du fait que ce sont eux qui créent, par leur travail, les conditions matérielles et sociales dans lesquelles ils vivent et qu'il est donc en leur pouvoir de les changer s'ils le désirent.

Pourquoi cette prise de conscience ne se fait-elle pas en masse, dans toute société, ou du moins dans tous les pays avancés du monde? Pourquoi les gens ne décident-ils pas de mettre fin à leurs difficultés matérielles et psychologiques en créant des conditions qui auront désormais pour but l'intérêt et le bonheur de l'humanité? Il y a à cela une raison très simple. Le système actuel profite matériellement à une partie de notre société et cette partie, bien que très petite (environ 5%) a le pouvoir, grâce à son monopole des médias, d'imposer certaines idées et d'empêcher les autres, celles qui lui déplaisent, de se répandre. Elle fait donc absolument tout ce qu'elle peut, d'ailleurs aveuglément, pour conserver le statu quo. Je dis aveuglément car même pour cette minorité, un système social qu'elle n'arrive pas à contrôler et qui pourrait mener, d'un moment à l'autre, à l'anéantissement total de l'humanité, et donc d'elle-même, n'est pas sans inconvénients.

Lorsque l'on comprend cela, on comprend que les gens qui s'obstinent à imaginer un monde différent et à vouloir frapper aussi l'imagination de ceux qui restent prisonniers de leur réalité immédiate, que ces gens qui non seulement s'accrochent à leur rêve, mais y travaillent avec acharnement en luttant contre les idées qu'on leur impose, en affirmant les leurs, on comprend que ces gens ne sont pas simplement des «rêveurs» mais des personnes décidées à tout faire pour transformer leur «rêve» en réalité.

L'idée du socialisme est, comme l'idée de voler, un de ces rêves qui semblent aussi vieux que l'humanité elle-même et qui a peut-être ses racines dans la réalité sociale de la longue préhistoire de l'espèce humaine. Le fait que ce rêve ne soit pas encore réalisé indique non pas qu'il est irréalisable mais seulement que les hommes n'ont pas encore commencé à y travailler.

Belgique

LA GREVE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le gouvernement Chrétien-Libéral formé après les élections générales en novembre 1981 s'est tout de suite doté des «pouvoirs spéciaux» qu'il a utilisés pour matraquer le pouvoir d'achat des travailleurs. Ne rencontrant pas une résistance sérieuse de la part de ces derniers — et, avec un taux de chômage autour de 12%, le rapport de force n'était effectivement pas favorable aux travailleurs — le gouvernement s'est senti assez fort pour essayer de leur imposer de nouveaux sacrifices par le budget 1984, surtout aux dépens des primes, des biennales (augmentations automatiques tous les deux ans) et des pensions des employés du secteur public.

Cependant, quand, le vendredi 9 septembre, les cheminots de la région de Charleroi ont entendu de leurs dirigeants syndicaux les détails de ces nouveaux sacrifices que le gouvernement voulait leur imposer, ils sont partis tout de suite en grève, une grève qui s'est rapidement étendue à tout le réseau ferroviaire belge. Au début les syndicats étaient assez réservés vis-à-vis de cette action, mais ils ont finalement décidé de la suivre en appelant eux-mêmes à une grève générale aux chemins de fer à partir du lundi 12 et, encore sous la pression de leur base, dans tout le secteur public à partir du jeudi 15 septembre.

Que cette grève a été spontanée et est partie de la base était largement admis :

C'est la base, les travailleurs eux-mêmes qui, en-dehors de toute consigne syndicale, ont déclenché ce mouvement de ras-le-bol. Un mouvement provoqué, semble-t-il, non par des mesures «politiques» telles que l'amnistie fiscale, mais bien par des mesures concrètes, additionnées et prolongées, qui touchent directement les travailleurs belges dans leur niveau de vie : modération salariale, économies en sécurité sociale, suppression des biennales (*Le Soir*, 13 septembre).

(...) ces actions de grève sont parties spontanément de la base, et (...) les états-majors syndicaux s'efforcent depuis quatre jours de rattraper vaillamment le mouvement, pour tenter de le rendre plus cohérent et mieux coordonné (*Le Soir*, 14 septembre).

L'explosion de colère est venue de l'opinion publique, des travailleurs eux-mêmes, et non pas des syndicats (*Le Soir*, 14 septembre).

Un instant, le gouvernement a semblé quelque peu désarmé. «J'ignore absolument pourquoi il y a cette grève», a déclaré le ministre des Communications, Hermann De Croo, «il n'y a eu ni avertissement ni préavis ni présentation des revendications. C'est une action assez étonnante» (*Le Soir*, 14 septembre). Mais assez tôt le gouvernement s'est rendu compte qu'il était allé trop loin et, au lieu de refuser de négocier sous la menace d'une grève, il a parlé d'un «malentendu» et s'est montré prêt à faire des concessions. Ce qu'il craignait avant tout était l'extension de la grève au secteur

privé comme cela s'est produit lors de la «grande grève» de 1960/61.

Le mercredi 21 septembre — après une grève totale d'une semaine — un accord a été conclu. Cet accord était relativement favorable aux grévistes dans la mesure où le gouvernement a renoncé à certains des sacrifices qu'il voulait imposer. Bien sûr, s'agissant d'une grève défensive dans une période de crise économique, les travailleurs ont quand même dû céder quelque chose : à l'avenir ils seront payés à la fin du mois et non plus au début. On peut quand même dire que, par leur détermination et leur unité — les syndicats CGSP et CSC ont agi en «front commun» — les fonctionnaires ont obligés le gouvernement à faire marche arrière et ont effectivement limité les dégâts dans la mesure du possible.

En décidant de terminer la grève après avoir eu satisfaction sur les questions salariales, les grévistes ont refusé de se laisser détourner par le PS qui a essayé d'exploiter la situation à ses propres fins. Pendant la grève, Guy Spitaels, président du PS a déclaré que «le gouvernement doit s'en aller» en laissant entendre que son parti était prêt à rentrer à la coalition gouvernementale (qu'il a quittée en 1981). Si les grévistes avaient suivi cette voie ils auraient fourni au gouvernement un moyen de les diviser et ainsi de les vaincre. Car la force de la grève venait de l'unité de tous les travailleurs concernés, qu'ils votent pour les partis gouvernementaux (PSC-CVP, PRL-PVV) ou pour le PS. Avoir introduit un élément politique dans une grève essentiellement salariale aurait brisé cette unité. Heureusement les grévistes ne se sont pas prêtés comme marche-pied au pouvoir pour les politiciens du PS. D'ailleurs, la participation ou la non-participation du PS au pouvoir est une affaire de la plus grande indifférence aux intérêts des travailleurs. En effet le capitalisme doit fonctionner comme système anti-travailleur peu importe le parti ou les partis qui le gèrent.

En conclusion nous terminons avec l'analyse de la «lutte quotidienne» sur les salaires faite par Marx en 1865 qui reste toujours valable :

Je pense avoir montré que ces luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ces efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est intimement liée à la condition des ouvriers qui les oblige à se vendre eux-mêmes comme marchandises. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

Au reste, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Qu'ils ne

l'oublient pas, ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets; il ne peuvent que retarder le mouvement descendant mais non en changer la direction; ils ne devraient donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la reconstruction économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur «Un salaire équitable pour une journée de travail équitable» (1) ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : «Abolition du salariat» (*Salaire, Prix et Profit*).

(1) ou encore «Maintien du pouvoir d'achat»!

Le système du salariat

On peut distinguer les classes sociales d'après leur rapport avec les moyens de production et de distribution. En société de capitalisme privé ou de capitalisme étatique, les travailleurs n'ont accès aux usines, aux mines, aux chemins de fer, aux champs, etc... *qu'en tant que salariés* (ou travailleurs à gages, si on abandonne les euphémismes).

Le travailleur ne possède que sa capacité de travail (habileté manuelle, spécialité, qualification, niveau de connaissances intellectuelles), mais il a besoin de vivre. Il n'accède pas librement à la nourriture, à l'habitat, ni à quoi que ce soit. Il ne peut pas vivre sans argent, aussi vend-il sa capacité de travail. En fin de semaine, de mois, de quinzaine ou de trimestre, il reçoit une somme qui correspond grossièrement à ce qu'un travailleur doit dépenser pour se loger et être en mesure de reproduire une autre génération de travailleurs, ceci compliqué par la nécessité de rémunérer à un taux plus élevé les travailleurs qualifiés et aussi par les variations du niveau de chômage. Les salaires sont en rapport avec les chiffres du «coût de la vie»; ils ne sont absolument pas en rapport avec la valeur de ce que les travailleurs produisent.

Les patrons tirent un profit de la valeur du travail réalisé, sur et par-dessus les salaires payés, le prix des matières premières, des appareils et autres frais généraux. Tout ce que les travailleurs achètent est produit par les travailleurs eux-mêmes. Cependant, ils n'ont accès aux articles qu'ils produisent en abondance que d'une manière très rationnée, et limitée du pouvoir d'achat de leur salaire.

C'est ce que signifie la «paie» (ou solde ou salaire) en pratique : le rationnement, selon un processus singulièrement inadéquat. Notre «paie» n'a rien à voir avec le degré de nos besoins : elle reflète seulement la valeur de notre capacité de travail

(que nous soyons des O.S. en surnombre ou des techniciens très recherchés). Les personnes âgées, handicapées, les enfants, les femmes, les personnes valétudinaires, les chômeurs, les ex-prisonniers désireux de se réinsérer, sont particulièrement nécessaires mais ce sont eux qui disposent du moins d'argent pour faire face à leurs besoins plus grands. On ne peut qu'en conclure que notre société inverse les priorités.

Le problème de la distribution des produits humains ne sera résolu que par le socialisme, par une communauté démocratiquement dirigée par sa population avec le libre accès à toutes les richesses de l'humanité. Avec le socialisme mondial, finies la pauvreté, la faim et l'absence de logement par défaut d'argent alors que les moyens de se nourrir et de se loger sont abondamment produits et accessibles sans la vente de la vie et des capacités de travail.

La crise du capitalisme : mortelle ou pas ?

Le capitalisme est en crise. C'est une évidence. Mais quelle est la signification de cette crise ? Est-ce qu'il s'agit, comme d'aucuns prétendent, de « crise mortelle du capitalisme, asphyxié par le manque de débouchés pour sa production » ?

Écoutez, par exemple, l'*Internationalisme* (« organe du courant communiste international en Belgique », B.P. 13, Bruxelles 31, 1060 Bruxelles) dans son numéro 70 de novembre/décembre 1982 :

Le capitalisme est déchiré par la contradiction suivante : la production en son sein ne se fait pas pour la satisfaction des besoins humains mais au contraire, a comme moteur essentiel la recherche du profit. Cette logique du profit s'exprime d'une part par la nécessité pour les capitalistes de soutenir un sur-travail, une plus-value maximale à la classe ouvrière, ce qui est le rapport d'exploitation capitaliste, et d'autre part par le besoin impérieux de trouver des débouchés solvables pour la réalisation de ce surproduit, sous peine de ne plus être en mesure de poursuivre l'accumulation : l'absence de ces marchés provoque alors la crise de surproduction (...)

Comme ce ne sont ni les capitalistes entr'eux, ni les ouvriers qui peuvent réaliser cette partie de la production qui permettra l'accumulation, les capitalistes sont poussés à trouver des marchés en dehors de leurs propres sphères pour écouler ce surproduit. Telle est la raison des conquêtes coloniales. De même, c'est dans l'insuffisance de ces marchés eux-mêmes, devenus trop étroits à la longue que pour pouvoir absorber la masse croissante de plus-value, que les guerres impérialistes plongent leurs racines. Dès 1914, le capitalisme montre sa faillite : la saturation des marchés extra-capitalistes l'entraîne en effet dans une ère de décadence où son seul mode de vie possible est le suivant : crises, guerres, reconstructions...

A première vue, cette thèse semble assez plausible, mais en l'examinant de plus près, on voit ses insuffisances, pour ne pas dire ses erreurs.

L'idée selon laquelle le mécanisme économique du capitalisme s'arrêterait un jour était assez répandue parmi les Sociaux-Démocrates d'avant la première guerre mondiale. Par exemple, on peut lire les mêmes thèses soutenant que que le capitalisme doit trouver des marchés extra-capitalistes pour écouler le surproduit soutiré aux salariés, et que le mécanisme capitaliste se grippera dès que le monde entier sera devenu capitaliste, dans le roman *Talon de fer* de Jack London, publié en 1907. Voir le chapitre 9 « Un rêve mathématique » où le héros, Ernest Everhard, déclare : « Je vais développer le caractère fatal de l'écroulement du système capitaliste et déduire mathématiquement la cause de sa rupture » :

Nous avons découvert que le travail ne peut racheter avec les salaires qu'une partie du produit et que le capital n'en consomme pas tout le reste. Nous avons trouvé qu'une fois que le travail avait consommé tout ce que lui permettent les salaires, et le capital tout ce dont il a besoin, il restait encore un surplus disponible. Nous avons reconnu qu'on ne pouvait disposer de cette balance qu'à l'étranger. Nous avons convenu que l'écoulement du trop-plein dans un pays neuf avait pour effet d'en développer les ressources, de sorte qu'en peu de temps ce pays à son tour se trouvait surchargé d'un trop-plein. Nous avons étendu ce procédé à toutes les régions de la planète jusqu'à ce que chacune s'encombre, d'année en année et de jour en jour d'un surplus dont elle ne peut se débarrasser sur aucune contrée.

Everhard a ajouté :

Quand chaque pays se trouvera excédé d'une réserve inconsommable et invendable, l'échafaudage ploutocratique cèdera sous l'effroyable amoncellement de bénéfices érigé par lui-même.

Pourtant, presque 80 ans plus tard, le capitalisme existe encore !

Le défaut de ce raisonnement se trouve dans l'affirmation que « Ce ne sont ni les capitalistes entr'eux, ni les ouvriers qui peuvent réaliser cette partie de la production qui permettra l'accumulation ». Évidemment, les travailleurs ne le peuvent pas - ils ne peuvent acheter avec leur salaire que la partie de la production qui correspond à la valeur de leur force de travail - mais pourquoi les capitalistes ne peuvent-ils le faire « entr'eux » ?

Imaginons qu'il n'existe que deux capitalistes, tous les deux ayant un surproduit à écouler. Qu'est ce qui empêche qu'ils échangent leurs surproduits respectifs entr'eux, ainsi réalisant la plus-value qu'ils contiennent ? Il est vrai qu'ils pourraient, tous les deux, aussi chercher des acheteurs extra-capitalistes, mais pourquoi seraient-ils obligés de le faire, comme prétendent Jack London et les autres ?

Cet exemple est très, même peut-être trop simplifié mais le principe reste le même indépendamment du nombre de capitalistes, qu'ils soient deux ou deux cents mille. C'est donc par les échanges intra-capitalistes que la plus-value se réalise, ou du moins peut en principe se réaliser car les marchés extra-capitalistes ont effectivement joué un rôle important dans la naissance et le développement du capitalisme mondial.

Cette théorie de « l'écroulement du système capitaliste » est trop forte, à tel point qu'il faut expliquer comment le capitalisme a jamais pu exister et certainement comment il a pu exister depuis 1914, date à laquelle *Internationalisme* fixe « la saturation des marchés extra-capitalistes ». *Internationalisme* a une réponse : le capitalisme survit depuis cette date grâce à une série de périodes de « reconstruction » après des guerres dans lesquelles une partie de la richesse sociale a été détruite. Mais cela ne tient pas, car, d'après la théorie elle-même, même la reconstruction - que les capitalistes entreprennent bien entendu en vue de réaliser des profits - ne devrait pas être possible en l'absence de marchés extra-capitalistes.

On peut même dire que le fait que le capitalisme a survécu 70 ans après la disparition des marchés extra-capitalistes - et effectivement, de tels marchés ont pratiquement disparu vers 1914 - est la preuve que le capitalisme n'en avait pas un besoin vital.

Ceci dit, dire que le capitalisme peut écouler dans son propre sein toute sa production, y compris la partie représentant la plus-value soutirée aux travailleurs n'est pas dire que ceci se fait sans problème. Loin de là. L'accumulation du capital n'est pas un processus régulier et continu, mais un processus cyclique avec des hauts et des bas, des périodes de boom et des périodes de stagnation successives (nous sommes actuellement au milieu d'une période de stagnation). La croissance sous le capitalisme se fait en dents de scie et ne peut se faire autrement vu l'anarchie de production qui y règne.

De plus, accepter que le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même n'affaiblit pas la cause socialiste. Le capitalisme reste un système dépassé, « décadent » si l'on veut, dans le sens historique : dès le début du siècle il avait rempli son rôle de construire le fondement matériel pour une société mondiale d'abondance, mais il n'a pas été capable d'en faire profiter l'humanité puisque c'est un système basé sur le monopole des moyens de production dans les mains d'une minorité et orienté vers la recherche de profits et non pas vers la satisfaction des besoins humains.

Le capitalisme ne s'effondrera jamais de lui-même ; il continuera de crise en crise jusqu'au moment où les travailleurs s'organiseront consciemment pour y mettre fin par un acte politique.

PUBLICATIONS SOCIALISTES

Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie : 6 FF, 40 FB (port compris).

Engels sur l'abolition du salariat : 6 FF, 40 FB.

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à : BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom

Adresse

Abonnement à 4 numéros : 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.

Réflexions d'un lecteur



Un lecteur nous a envoyé ses réflexions, que nous publions ci-dessous, sur chaque chapitre de notre brochure «Pour le socialisme mondial». Nous invitons nos autres lecteurs à nous écrire également avec leurs réflexions ou même leurs critiques. Nous les publierons avec nos réponses.

• **Déclaration des principes:** Il est bon d'agir d'après ces principes mais il ne sert à rien de les répéter sans cesse. D'autant plus qu'à mon avis il faut réviser la façon de voir la société, ne pas croire que comme par miracle la classe travailleuse peut instaurer un ordre parfait, une société où on pourrait se permettre de travailler selon un bon plaisir et puiser à volonté dans les produits. Il n'est pas bon non plus de s'attribuer le titre du seul parti vraiment ouvrier.

• **Le capitalisme:** Pour l'analyse du capitalisme il convient de ne pas tout de suite parler de classe sociale mais de mieux montrer le cheminement qui a amené à la société capitaliste actuelle et que par sa propre logique, après avoir été un grand élément de progrès, elle aboutit à une impasse, à l'état de crise permanente qui ne peut se résoudre dans le même système.

Pour le socialisme il faut certes une planification mais il faut aussi que les niveaux d'éducation, d'honnêteté, de civisme de toute la société soient assez élevés pour permettre que cette planification ne soit pas seulement le fait de technocrates et d'un parti monopoliste comme en URSS, mais l'élaboration démocratique de toute la société. Il faudra donc sauvegarder les libertés d'opinion, d'association, de presse. Les principes de cette planification seront la meilleure satisfaction des besoins et la meilleure répartition du travail mais on ne doit pas semer l'illusion de la possibilité d'accroître la production sans limites et pour chacun de choisir l'emploi qui lui plaît.

• **L'établissement du socialisme:** La première chose à faire est certes de conquérir la majorité mais cela ne suffit pas. Il faut aussi qu'au sein de cette majorité il y ait assez d'individus qui comprennent les mécanismes à mettre en route et que dès le changement ils soient prêts à assurer le bon fonctionnement des nouvelles structures. Il faudra en somme opérer tout de suite à chaud les changements nécessaires mais sans illusion que tout va bien fonctionner tout de suite. Il faut donc que ces hommes soient très dévoués, capables, prêts à analyser les difficultés et à les surmonter. Je crois donc que le socialisme doit tenir un langage de vérité plutôt que les belles promesses d'une société où tout marche merveilleusement bien. Il faut que les socialistes n'attendent pas le salut du sommet mais comprennent que le changement ne peut être effectif et réussi que dans la mesure où il est compris et appliqué à la base.

Ce langage n'est-il pas décourageant? Il est certes moins alléchant que les belles promesses mais plus réaliste. Dans le passé les socialistes étaient à l'avant-garde du combat pour l'amélioration du niveau de vie. Il faut reconnaître que celui-ci s'est bien amélioré mais que les problèmes subsistent et se sont aggravés: chômage, course aux armements, risques de guerre nucléaire, rivalités impérialistes. Dans la logique du capitalisme ces problèmes sont insolubles. Il faut donc une meilleure voie. Mais pour réussir dans cette nouvelle voie il faut que les travailleurs ne soient pas seulement revendicatifs mais soient prêts à se donner du mal pour s'éduquer, pour occuper des responsabilités, à faire l'union pour un programme, à être plus solidaires.

• **Marx et le socialisme:** Je crois que dans l'œuvre de Marx il faut distinguer deux choses. Son côté scientifique: économie, philosophie, sociologie; de son côté pronostiqueur, partisan, proposeur de solutions. Son analyse du système capitaliste, de son fonctionnement de son développement est je crois la meilleure. Elle a fait ressortir que la fortune des uns était basée sur l'appropriation d'une partie du travail des autres. Il a vu comment allait se faire la concentration capitaliste et qu'elle aboutirait à une crise généralisée et permanente. Je crois qu'il a commis une erreur, c'est de croire le capitalisme libéral intangible, que toujours les lois de la concurrence joueraient à plein, que pour la main d'œuvre (le prix de la force de travail), vu qu'elle serait excédentaire par l'emploi des machines, elle aurait tendance à être payée en dessous de son prix. Maintenant, il y a des corrections à cela.

On soutient des branches d'activité qui du point de vue capitaliste ne sont pas rentables. L'action des ouvriers organisés a permis une amélioration du niveau de vie (avec moins d'heures de travail, un plus grand pouvoir d'achat). Ce qui signifie que pour une heure de travail, l'ouvrier reçoit une plus grande valeur. Il y a surtout qu'une bonne part de la production est prélevée pour satisfaire les besoins sociaux (famille, maladie, vieillesse, chômage, éducation). Tout cela atténue la crise mais ne peut l'empêcher.

Les grands capitalistes cèdent plus volontiers aux revendications ouvrières car ils ont une plus grande productivité mais cela contribue à éliminer les petites entreprises qui ne peuvent supporter les trop lourdes charges. La capacité de production s'accroît toujours avec la productivité. Dans l'agriculture, pour utiliser le matériel moderne, il faut de grandes surfaces et le petit exploitant est éliminé. Ainsi, une partie de la population est éliminée de la production et à la charge de ceux qui travaillent. Malgré un peu de dirigisme, le capitalisme ne peut éliminer la crise.

Les organisations ouvrières ont fait avancer la condition sociale plus que Marx ne le prévoyait, mais elles ont été moins capables de s'organiser pour se substituer au capitalisme. Peut-être son classement en deux classes antagonistes était trop absolu. Il y a des différences d'intérêts entre grands et petits capitalistes. De même, les couches supérieures des travailleurs s'embourgeoisent et ainsi atténuent le conflit de classe. Pour que le socialisme ait une chance de l'emporter, il faut qu'il ne se présente pas comme un égalitarisme absolu mais qu'il tienne compte que la société toute entière a intérêt à ce que ceux qui ont de grandes capacités les emploient au mieux et pour cela reçoivent un peu mieux que la généralité. Il faut que les branches où le progrès technique n'est pas possible voient leurs activités, leurs services revalorisés pour bénéficier du progrès de toute la société. Peut-être Marx et Engels, eux aussi, faisaient de façon trop simpliste du socialisme une solution miracle sans qu'on ait à en préciser les modalités.

• **Réforme et révolution:** La lutte pour les réformes est indispensable, mais sans perdre de vue qu'elle doit être menée avec la perspective du changement total. Il ne faut donc pas tomber dans le pur réformisme ni dans le piège de devenir de bons administrateurs pour les capitalistes. Le but à atteindre, c'est d'obtenir la majorité et celle-ci étant acquise, de mettre en pratique la nouvelle structure socialiste. Je ne crois pas à la possibilité de se servir de l'appareil étatique

bourgeois. Pour cela, il ne suffit pas d'une majorité d'élus, mais que la base participe activement à la mise en œuvre de cette nouvelle structure.

• **La futilité du réformisme:** Le réformisme ne peut changer fondamentalement la nature de la société, mais il contribue à la faire évoluer vers un stade où ce changement sera plus facile.

• **Les syndicats:** Quel rôle doivent-ils jouer? Je crois que les intentions des anarcho-sindicalistes étaient un rêve généreux mais ne correspondaient pas aux possibilités réelles du syndicalisme. Voyant la grande efficacité de l'action unie, ils s'illusionnaient sur la possibilité pour les syndicats de prendre en main la direction de l'économie, d'organiser la production et la répartition. Cet idéal permettait d'atténuer les égoïsmes catégoriels et de fusionner dans une demande pour toute la classe ouvrière et donc une plus grande unité d'action. En cas de prise en main de l'économie, chaque syndicat cherchant à obtenir le meilleur pour sa propre catégorie, il aurait été difficile d'harmoniser toutes les demandes. De toute façon, pour y parvenir, ce ne serait plus du syndicalisme, mais de la politique. Je crois donc que le rôle du syndicat, c'est d'unir les ouvriers dans une organisation pour défendre leurs revendications et améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Dans un régime socialiste, ils pourraient prendre une part plus active dans la gestion de leur propre entreprise, mais ce serait la communauté toute entière qui dirigerait l'économie par ses représentants. Les différents entre les deux seraient réglés par la négociation. Certaines catégories professionnelles placées dans des secteurs clés ne pourraient-elles pas profiter de cela pour avoir des avantages exceptionnels? C'est peut-être un problème à envisager et il n'est pas impossible qu'il y ait conflit entre catégories. Pour remédier à cela en premier, il faudrait qu'il y ait beaucoup de techniciens capables et que la morale socialiste, le sens de l'intérêt général amène une bonne compréhension. Il faudra aussi instituer une méthode d'arbitrage. Le rôle du syndicat sera donc de représenter l'intérêt collectif des ouvriers d'une catégorie, mais aussi de prendre en compte l'intérêt général.

• **Le soi-disant parti communiste:** Le P.C.F. est né en réaction à l'attitude réformiste et patriote de la S.F.I.O. pendant la guerre de 14-18. Il était donc pour une ligne plus révolutionnaire et internationaliste notamment par le soutien à la révolution russe. Pour moi, cela était très bien et dans ce moment, la meilleure attitude pour ceux qui voulaient réellement l'avènement du socialisme. Ils ne pouvaient pas prévoir alors où menerait la tactique bolchévique et il était juste d'aider la révolution russe. Leur tort fut de ne pas être assez critiques pour l'évolution ultérieure et de croire à la possibilité d'appliquer cette même tactique en France. Cela les amena à admettre la direction d'une internationaliste communiste qui en fait n'avait comme directives que celles qui correspondaient aux besoins soviétiques. Selon moi, le plus grave tournant fut de devenir nationalistes et du coup réformistes. Le danger hitlérien était certes menaçant, mais il fallait y faire face comme défenseurs des droits ouvriers. Le combattre non comme alliés provisoires des nationalistes mais pour le socialisme international.

La voie actuelle du P.C.F. est la participation à la gestion avec un gouvernement socialiste. Cela correspond à l'illusion que par des réformes on peut aboutir au socialisme. Ce gouvernement a comme règles en économie celles de l'économie capitaliste. Il y a donc de fortes chances qu'il ne résoudra pas la crise. Il est souhaitable que s'organise un parti vraiment révolutionnaire et qui montre une issue à la déception ouvrière. Mais il faut tenir compte à la fois de la méthode russe et de la méthode réformiste. Le socialisme ne doit pas être une belle promesse mais doit montrer clairement la façon dont il est réalisable.

• **Le mythe du socialisme en Russie:** Je suis d'accord avec l'analyse et la conclusion. On ne

peut pas parler de socialisme en Union Soviétique.

• **Les pays sous-développés** : Je suis d'avis contraire à celui exprimé et je crois qu'il n'est nullement possible d'établir un régime socialiste dans les pays sous-développés. Il est plus facile de développer l'industrialisation que de changer les mentalités. Les coutumes, les traditions, les religions s'opposent et freinent le changement. Ce n'est que la vie dans un milieu transformé qui petit à petit change la mentalité et cela est plus long.

Dans ces conditions, les pays développés peuvent et doivent aider à l'évolution nécessaire des autres. Cependant, il est normal qu'ils exigent que cette aide soit vraiment employée pour une véritable évolution vers le socialisme. En aucun cas ils ne sauraient soutenir une régression ou un nationalisme agressif.

Dans l'ouvrage, on fait preuve d'un bel optimisme, mais toutes ces affirmations sont faites un peu à la légère. Les mouvements pour l'indépendance sont aussi des mouvements pour la dignité humaine, seulement ils peuvent donner naissance à des nationalismes réactionnaires. C'est pourquoi il faut soutenir au sein de ces mouvements ceux qui veulent faire évoluer le pays vers le développement et la coopération internationale. L'exemple de ceux qui passent à un type de modèle soviétique montre l'impossibilité d'obtenir de bons résultats malgré la rigueur imposée. Il est nécessaire que les socialistes des pays sous-développés aident à des stades intermédiaires à tout ce qui rendra par la suite la réalisation du socialisme possible.

• **La guerre** : Certainement que dans le passé on voyait la guerre comme un phénomène naturel inévitable. Quand il s'agissait d'actions dont la principale était la confrontation de forces humaines, de courage, de tactique, il y avait des hommes qui aimaient la bataille. C'était aussi pour une collectivité le moyen d'obtenir des terres de culture, des richesses. Dans la communauté, pour vivre en paix, il fallait respecter des règles, une morale, mais envers les autres groupes, il n'y avait aucune règle. Les peuples pauvres considéraient comme naturel de guerroyer pour piller chez les plus riches. Les puissants cherchaient à accroître cette puissance et au besoin se battaient pour conserver cette supériorité. Quand l'homme ne peut contenir ses besoins, il peut devenir une bête cruelle. Il ne craint pas de tuer ses semblables. Maintenant la rivalité capitaliste est une grande cause de guerre mais malheureusement pas la seule. Le nationalisme, l'impérialisme, le fanatisme, l'égoïsme, l'ambition et l'ignorance des peuples le sont aussi.

A l'heure actuelle, un conflit des grandes puissances serait terrible. Comment l'éviter ? Dans le dernier grand conflit, n'était-il pas nécessaire de barrer la route à ce qui n'était pas seulement un désir d'expansion, mais aussi la volonté d'imposer un système social oppressif, une supériorité raciale ? Il est souhaitable que chaque peuple empêche chez lui la venue au pouvoir de régimes impérialistes. Il faudrait une internationale ouvrière puissante capable d'action au niveau international. Le socialisme doit présenter une forme d'organisation où il n'y aurait pas d'opprimés, pas d'opresseurs, qui organiserait les échanges sur la base d'intérêts réciproques, qui établirait un droit international, imposerait le respect des minorités, organiserait l'entraide, la solidarité. Mais dans le cadre des régimes existants, il faut appuyer les efforts pour régler de façon juste et pacifique les conflits. Il faut mobiliser l'opinion publique pour le désarmement et pour que les conférences sur ce sujet ne soient pas un affrontement verbal mais un vrai désir de parvenir à un accord, serait-ce dans un premier temps pour une limite des armements.

• **Le socialisme** : Je crois que dans la brochure, on montre trop le socialisme comme un remède miracle et un système tellement facile et simple à installer que l'on peut tout inspirer l'incrédulité, soit des illusions dangereuses amenant à la déception. Je crois qu'il faut avoir un langage

plus réel. Jusqu'à maintenant dans les pays capitalistes, le rôle des socialistes a été de montrer les imperfections du système et d'appuyer les revendications ouvrières, ce qui a permis en même temps que le développement du capitalisme d'améliorer la condition ouvrière. La victoire en Russie a montré un autre type de développement, mais avec la domination exclusive d'un parti et d'une structure étatique qui étouffe les libertés. Il convient donc de dire que pour les socialistes réformistes, il ne sera pas possible de résoudre la crise sans changer le système économique. Pour ceux du système soviétique, il ne correspond pas à un système socialiste mais il doit donner à réfléchir.

Le socialisme, ce n'est point tout réglementer, ce n'est pas un pouvoir oppressif, ce doit être une organisation qui permet dans la liberté d'élaborer un programme, une planification et, bien sûr, après son adoption, d'accomplir les tâches nécessaires. Pour son succès, il sera nécessaire que changent les mentalités. Le socialiste dans la société capitaliste soutient les revendications ouvrières, mais dans la société socialiste, il faudra qu'il ait le souci du bon fonctionnement des entreprises collectives, qu'il voie son bien-être personnel par le succès de l'économie socialiste. Il sera responsable de ses engagements, et prêt à assumer les tâches pour le service de la collectivité. Le triomphe du socialisme n'est concevable que si une foule de gens sont prêts à prendre en charge le fonctionnement des nouvelles structures. Être socialiste, c'est aussi le souci du bien-être de toute une collectivité, l'esprit d'entraide et de solidarité, de fraternité. Il faut aussi des gens éclairés, capables. Cela me semble aussi nécessaire qu'une bonne structure industrielle et agricole. Ce n'est point un sommet qui peut dicter des changements, mais la base qui peut les faire et le sommet les coordonner.

Il ne faut donc pas donner l'illusion que tout fonctionnera à la perfection dans le socialisme. Il y aura des problèmes. Si l'on tient ce langage, ne risque-t-on pas de décourager les travailleurs ? Certs, c'est moins prometteur, mais il faut dire que c'est la meilleure chance d'aboutir à une société sans chômage, sans guerre, plus juste, plus solidaire et plus fraternelle.

Ce qu'il faut surtout, c'est faire disparaître la croyance qu'il suffit de voter pour un politicien socialiste qui fait de belles promesses pour voir l'avènement du socialisme. Pour l'avènement du socialisme, il faut que ses partisans soient prêts à prendre en charge, chacun dans son secteur d'activité, le fonctionnement des nouvelles structures.

J. Pierre ORLIANGE, Bugeat.

Réponse :

Nous sommes tout à fait d'accord avec notre correspondant quand il écrit qu'il faut combattre l'illusion selon laquelle «il suffit de voter pour un politicien socialiste qui fait de belles promesses pour voir l'avènement du socialisme». Effectivement, «il ne suffit pas d'une majorité d'élus mais que la base participe activement à la mise en œuvre de cette nouvelle structure». Le socialisme, comme l'écrit J.P. Orliange, «n'est concevable que si une foule de gens sont prêts à prendre en charge le fonctionnement des nouvelles structures». Nous irions plus loin en affirmant que les travailleurs n'ont besoin d'aucun «sommet» pour se libérer.

Ce seront les travailleurs organisés et déterminés qui devront établir le socialisme; personne ne peut le faire à leur place.

2. Ceci dit, nous sommes quand même amenés à nous demander si notre correspondant a vraiment compris lui-même toutes les implications de la future société socialiste. Pourquoi décrit-il une société où on appliquerait le vieux principe socialiste

POUR LE SOCIALISME MONDIAL



Pour le socialisme mondial (50 pages):
10 FF, 70 FB.

«de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins» comme «un ordre parfait» (sous-entendu irréalisable) ou encore comme «un remède miracle» (sous-entendu utopique)? L'introduction du travail volontaire (autrement dit l'abolition du travail forcé dans toutes ses formes) et de l'accès libre aux biens de consommation ne sont pas de «belles promesses» mais l'essence même du socialisme. J.P. Orliange craint sans doute des abus, mais c'est oublier que, avant que le socialisme puisse être établi, il faut, comme il le fait lui-même remarquer, une majorité d'individus qui «comprennent les mécanismes à mettre en route et que dès le changement, ils soient prêts à assurer le bon fonctionnement de ces nouvelles structures». C'est à dire que ceux qui établiront la société socialiste seront forcément des gens responsables qui sauront que, si cette société doit fonctionner, voire continuer à exister, il leur faudra faire leur part du travail social et que cela ne servira à rien de prendre dans les entrepôts communs plus que ce dont on a besoin.

Ce rejet par J.P. Orliange du libre accès aux biens de consommation comme principe de distribution dans la société socialiste l'amène à des aberrations telles que sa suggestion que «ceux qui ont de grandes capacités» devraient recevoir «un peu mieux que la généralité» et que sa crainte que «certaines catégories professionnelles placées dans des secteurs clés» pourraient essayer de «profiter de cela pour avoir des avantages exceptionnels». Mais non ! Si tous les membres de la société ont le libre accès aux biens de consommation et aux services selon leurs besoins individuels - ce que le développement de l'industrie moderne rend possible, du point de vue technique - ces problèmes ne se poseront plus. Comment une catégorie pourra-t-elle s'attribuer des «avantages exceptionnels» quand tout le monde pourra prendre librement et gratuitement ce dont il a besoin ? Pourquoi ceux «qui ont de grandes capacités» voudront-ils un peu plus que la généralité quand ils pourront de toute façon satisfaire pleinement leurs propres besoins ?

Si la communauté entière possédait les moyens de production, l'argent disparaîtrait forcément car il n'aurait plus aucun rôle à

jouer. En effet, si les moyens de production appartenaient à la communauté, cela voudrait dire que les produits lui appartiendraient également; en ce cas la répartition de ces produits entre les membres individuels de la communauté serait devenue un simple exercice de distribution et non plus une question d'achat et de vente. Comment - et pourquoi - la communauté pourrait-elle vendre à ses membres (c'est à dire en fin de compte à elle-même) des choses qui lui appartiennent déjà?

L'existence d'une monnaie implique l'existence de l'échange (l'achat et la vente de marchandises); l'échange présuppose l'existence de propriétaires possédant quelque chose à échanger et la non-existence de la propriété commune. En bref, l'existence d'une monnaie, de l'argent, de l'achat et de la vente (et partant du salariat = l'achat et la vente de la force de travail humaine) est incompatible avec un système où la communauté possède les moyens de production.

Si nous parlons du libre accès dans le socialisme pour chaque individu aux biens de consommation dont il juge qu'il a besoin, c'est parce que nous savons que l'industrie moderne est capable de fournir une abondance de ces biens. Nous ne pensons pas que les gens abuseraient d'un tel système de distribution car, s'ils pouvaient être certains que les magasins seraient toujours remplis des choses dont ils auraient besoin (ce qui serait le cas), pourquoi voudraient-ils accaparer, amasser plus qu'il ne leur en faut? Cela n'aurait aucun sens; d'ailleurs, les gens ne le font pas aujourd'hui quand ils ont plus ou moins libre accès à l'air ou à l'eau.

Le comportement normal sera de prendre ce qu'il vous faut jusqu'à la prochaine fois. Les gens se comporteront de cette façon rationnelle tout simplement parce que ce serait la façon naturelle de se comporter vu les circonstances. Dans le socialisme, les gens se sentiront membres d'une vraie Communauté au lieu d'être les êtres isolés et en concurrence qu'ils sont dans la jungle qu'est le capitalisme.

3. J.P. Orliange écrit que «la lutte pour les réformes est indispensable». Selon lui, les socialistes devraient lutter, et pour les réformes dans le cadre du capitalisme, et pour la révolution socialiste. Dans notre brochure nous avons montré, avec l'expérience historique à l'appui que cela n'est pas possible: tous ceux qui ont essayé de combiner la lutte pour des réformes et la lutte pour le socialisme ont fini précisément par «tomber dans le pur réformisme (...) et le piège de devenir de bons administrateurs pour les capitalistes».

Il faut peut-être préciser que, pour nous, une réforme n'est pas n'importe quelle amélioration obtenue dans le cadre du capitalisme. Une réforme est un changement dans la *législation* sociale, donc un acte *politique*. Une augmentation de salaires ou une amélioration des conditions de travail négociées directement avec l'employeur n'est donc pas, pour nous, une réforme. C'est pourquoi nous soutenons la lutte syndicale tout en nous opposant à la lutte, politique, pour des réformes (des changements législatifs). Au fait, nous sommes assez d'accord avec ce que J.P. Orliange écrit sur l'anarcho-syndicalisme

sauf que nous ne parlerions pas de l'existence des «syndicats» dans le socialisme. En effet, le syndicat étant une organisation des salariés pour vendre leur force de travail au meilleur prix, n'aura plus de raison d'être avec l'abolition du salariat même si une organisation démocratique continue sans doute à exister sur les lieux de travail.

4. Quant à la guerre, franchement nous trouvons complètement irréalistes les propositions de notre correspondant sur la paix et le désarmement sous le capitalisme. Nous n'acceptons pas non plus l'idée qu'il fallait prendre part à la seconde guerre mondiale. Tout comme la guerre de 14-18 il s'agissait d'une guerre entre puissances impérialistes dans laquelle la classe ouvrière mondiale n'avait aucun intérêt.

5. Nous n'avons pas dit dans notre brochure qu'il était «possible d'établir un régime socialiste dans les pays sous-développés». Loin de là, puisque nous ne pensons pas qu'on peut établir le socialisme dans un seul pays, et surtout pas dans un pays sous-développé industriellement. Le socialisme est forcément mondial, et ce que nous avons dit, c'était que les pays sous-développés pouvaient passer directement au socialisme en même temps que et avec le reste du monde. C'est pourquoi nous disons que le rôle des socialistes dans ces pays est le même que dans les pays industrialisés, à savoir de lutter pour le socialisme mondial, et non comme J.P. Orliange le propose de «soutenir au sein de ces mouvements (pour l'indépendance) ceux qui veulent faire évoluer le pays vers le développement et la coopération internationale», c'est à dire de soutenir, en fin de compte, les partisans d'un type de développement capitaliste par rapport aux partisans d'un autre type.

Questions et Réponses

Je suis d'accord avec vous, mais veuillez répondre à ces questions:

1. Un pays sous-développé, seul, pourrait-il mettre en place le socialisme-mondial?
2. Le communisme ne prépare-t-il pas au socialisme-mondial?
3. Le capitalisme se désagrège, mais il tend à être remplacé par le capitalisme d'Etat, le capitalisme reste donc. Faudra-t-il pour que les travailleurs s'émancipent vraiment attendre 500 ans comme pour l'émancipation des bourgeois en 1789?

T.H., Cholsy-le-Roi (94).

Réponse:

1. A votre première question nous répondrions clairement non. Le capitalisme est déjà mondial (ou plutôt international), il serait donc impossible pour un pays seul, sous-développé ou non, de choisir une autre forme d'économie (non-marchande), car il est nécessairement dépendant des autres pays ou plutôt des capitaux internationaux.

Ce qui peut par contre se passer, c'est que la population d'un certain pays ait une forme de conscience plus avancée que les autres et entrevoie plus rapidement une alternative au système que nous connaissons pour le moment dans le monde, le système du profit, avec toutes les irrationalités qu'il engendre.

Ce pays ou groupe de pays ne pourra rien faire seul, par contre il peut être catalyseur d'un développement des idées socialistes ailleurs. Mais tout d'abord qui nous dit que c'est en termes de pays qu'il faut penser? Et qu'est-ce qui fait changer le plus rapidement la conscience des gens? La faim? (donc les pays sous-développés) ou la libre circulation des idées? (donc Europe, USA, etc)? C'est là une vaste question qui demanderait que l'on pose d'abord celle du «sous-développement». En effet y a-t-il «sous-développement» ou «développement»?

2. Votre question appelle d'abord une (re)définition des termes. Pour nous communisme et socialisme sont interchangeables; nous entendons par ces deux termes: une société non-marchande, où les moyens de production et de distribution de cette production sont les biens de tous, une société donc sans argent, marchandise, salariat; une société démocratique et responsable. Il ne nous paraît pas nécessaire de passer par une phase de transition entre capitalisme et socialisme / communisme mondial. Car il ne s'agit là que d'un problème technique facile à résoudre, celui de la redistribution du travail à quelques heures par semaine (une dizaine / voir là-dessus l'avancée de l'automation) et du libre accès aux biens sans passer par l'argent ou une forme déguisée d'argent.

Si vous entendez par communisme le système qui régit l'URSS, les pays de l'Est, Cuba, etc... il est bien évident pour nous que ces pays-là sont capitalistes. D'un «capitalisme d'Etat» qui aurait d'ailleurs tendance à se privatiser (voir l'appel de la Chine, de l'URSS aux capitaux étrangers). Ils ne forment en aucune manière une transition à un système non-marchand et sont plutôt arriérés sur le plan de la conscience et de la démocratie que les pays capitalistes «privés».

3. Quant à votre dernière question, là, plusieurs clarifications s'imposent. Dire que le capitalisme se désagrège nous semble être une assertion ou prendre un désir pour une réalité. Crises, surproduction et famines, guerres, pollution, racismes, etc... ne marquent pas la fin ou la «mauvaise santé» du capitalisme, elles en font parties intégrantes. Il s'agit plutôt là des marques de l'irrationalité d'un système qui ne produit qu'en vue du profit. D'autre part dire que ce système peut durer encore 500 ans...

Le capitalisme peut durer 10 ans ou plus de 500 (si la planète n'a pas encore explosée ou n'a pas été «asphyxiée»...). Il durera aussi longtemps que la grande majorité du monde n'aura pas choisi son alternative: la fin du salariat, la production pour le bien de tous et par tous, la participation active dans les décisions sociales.

Quant au parallèle avec la révolution bourgeoise de 1789, il faut tout de même préciser que la nature de ces deux «révolutions» est bien différente de l'une à l'autre. Il ne s'agit pas de changer de classe possédante comme en 1789, il s'agit d'en finir avec les classes et de rendre tous et chacun décideurs et acteurs de leurs devenirs.